

505LH222 /9

5128

(1943)

Application des majorations de frais de gare sur les
embranchements particuliers intervenues de 1924 à 1932
aux transports régis par le tarif P.V. 29

Lettre S.N.C.F. au M.T.P.

5. 7.43

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
Conseil d'Administration

Paris, le 5 juillet 1943.

D 979/50

- COPIE -

Monsieur le Ministre,

A différentes reprises, la S.N.C.F. a appelé votre attention sur les raisons d'ordre moral qu'elle attachait à écarter les demandes de détaxe sur frais de gare précédemment formées contre la Compagnie P.L.M. et dont le règlement avait été lié à l'arrêt définitif à intervenir dans l'affaire ROUSSON et CHAMOUX.

Deux projets de loi, préparés par nos Services, ont été soumis à votre examen, mais ils ont donné lieu de votre part à diverses observations et n'ont pas reçu votre agrément.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint le texte d'un troisième projet qui a été rédigé en accord avec Me LABBE, notre Avocat aux Conseils, et dont les dispositions ne remettent pas en cause les règlements intervenus, respectent les décisions judiciaires définitives et écartent toute possibilité de recours contre l'Etat.

Je vous serais très obligé, si vous voulez bien approuver ce nouveau texte, d'en saisir M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, en vue de sa présentation à la signature du Chef du Gouvernement.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle et aux
Communications.-

PROJET DE RAPPORT

au Maréchal de FRANCE, Chef de l'Etat Français

Antérieurement au 16 août 1937, date à laquelle les frais de gare du chemin de fer ont été incorporés aux taxes de transport, le montant de ces frais était fixé annuellement par un arrêté ministériel.

Une disposition de cet arrêté prévoyait que :

"Les frais de gare, dont le montant est indiqué dans les tarifs de grande ou de petite vitesse, soit pour être ajoutés au prix des transports, soit pour être déduits de ce prix, sont portés aux taux des frais fixés par le présent arrêté, pour les opérations qu'ils représentent".

Alors que les autres Réseaux s'étaient bornés à insérer dans leur tarif P.V. 29, chapitre 2, relatif aux embranchements particuliers, une référence à l'arrêté en vigueur, la Compagnie P.L.M. avait introduit dans le tarif, pour en faciliter l'application, le montant même des frais, ce qui l'amenait à modifier les taux des taxes chaque fois que l'arrêté ministériel décidait un relèvement des prix. La modification des taux se faisait sans nouvelle homologation, l'application de cette procédure ayant, d'ailleurs, reçu l'approbation explicite du Ministre des Travaux publics.

Cependant, un certain nombre d'usagers agissant soit directement, soit à l'instigation d'agences de détaxes, soutinrent que la Cie P.L.M. ne devait régulièrement percevoir les frais de gare qu'au taux indiqué dans le tarif P.V. 29, P.L.M., chapitre 2, article 4, homologué le 31 juillet 1913, cet article n'ayant plus fait dans la suite l'objet d'une modification homologuée jusqu'au 10 mai 1934.

Dès lors que le taux des frais de gare n'avait été l'objet d'aucune homologation depuis 1913, le P.L.M. n'aurait pas dû, d'après ces embranchés, leur faire supporter les majorations successivement apportées au montant des droits de gare sur embranchements particuliers, par les arrêtés ministériels ultérieurs des 20 décembre 1924, 9 mai 1925 et 24 décembre 1925.

Ce n'est, en effet, qu'à compter du 10 mai 1934 que la Cie P.L.M., pour éviter toute difficulté, fit homologuer une modification à son tarif P.V. 29, chapitre 2, article 4.

La thèse des embranchés a, jusqu'ici, reçu la sanction des Tribunaux.

L'intérêt en jeu porte sur des sommes pouvant atteindre un montant de l'ordre de 100 à 150 millions.

On ne peut s'empêcher de noter les conséquences injustifiables, du point de vue moral, qu'entraînerait leur exécution pure et simple.

Ce sont, tout d'abord, les embranchés de la Cie P.L.M. qui, à la différence de ceux des autres Réseaux, acquitteraient, en définitive, pour des services identiques rendus par le chemin de fer, un prix inférieur au taux jugé équitable par les arrêtés ministériels et dont ils ne contestent pas, au surplus, le caractère raisonnable. En se faisant

.....

rembourser des sommes élevées sous le prétexte d'une simple question de forme, ils profiteraient d'un véritable enrichissement sans cause.

Ce sont ensuite les agences de détaxes qui, sous prétexte de l'absence d'une formalité jugée inutile par le Ministre lui-même, bénéficieraient de commissions très importantes ne correspondant pas à un travail réel, leur rôle s'étant borné à solliciter, par voie de démarchages, la remise des titres de transport des embranchés.

L'objet du décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre signature tend à écarter ces conséquences en précisant que les frais de gare fixés par arrêtés ministériels doivent être appliqués aux transports régis par le tarif P.V. 29, chapitre 2, P.L.M.

Toutefois, pour ne pas mettre en échec les décisions judiciaires déjà intervenues, cette disposition ne leur serait pas applicable.

PROJET DE LOI

Nous, Maréchal de FRANCE, Chef de l'Etat,
Sur le rapport du Ministre, Secrétaire d'Etat à la Justice et du Secrétaire d'Etat aux Communications,

Vu la loi du 15 juillet 1845,

Vu le décret du 22 mars 1942,

Le Conseil des Ministres entendu, décrétons :

Les frais de gare sur les embranchements particuliers fixés par les arrêtés des 20 décembre 1924, 9 mars 1925 et 24 décembre 1925, complétés par les arrêtés des 20 janvier 1926, 18 décembre 1929, 7 août 1931, 26 avril 1942, sont substitués de plein droit, à partir des dates prescrites par les dits arrêtés et pour la période où ces arrêtés ont été mis en vigueur, aux frais de gare fixés par l'arrêté ministériel du 27 octobre 1900, et modifiés par l'arrêté ministériel du 9 avril 1918, insérés dans le tarif P.V. n° 29, chapitre 2, P.L.M., concernant les expéditions de 2.000 kg ou plus et doivent, en conséquence, être appliqués à tous les transports de l'espèce exécutés pendant cette période en provenance ou à destination de ces embranchements.

Les dispositions du présent article s'appliquent à toutes les demandes qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement en espèces ou sur lesquelles un jugement ou un arrêt définitif n'est pas encore intervenu à la date de la présente loi.

Ces dispositions n'ouvrent droit à aucune indemnité.